

**2 octobre 2003, New York**

**Allocution devant le Foreign Policy Association**

Distingués invités,

Mesdames, Messieurs,

C'est un plaisir et un honneur d'être parmi vous aujourd'hui. En fait, pour être précis, je devrais dire que c'est un plaisir renouvelé, puisque, quelques jours après l'élection de mon gouvernement, je me retrouvais à New York. J'avais alors été invité par le Foreign Policy Association à venir entendre le secrétaire d'État américain, M. Colin Powell.

Je remercie le FPA, tout spécialement le président de son conseil, M. Gonzales de Las Heras, et son président, M. Noel Lateef, pour l'intérêt et l'amitié qu'ils manifestent envers le Québec. Sachez bien que ces sentiments sont réciproques.

Je voudrais aussi souligner l'appui important du président sortant de la Canadian Society of New York, M. Kenneth Paterson, pour l'organisation de ce déjeuner et saluer son successeur, M. Peter Bethlenfalvy.

J'en suis à ma troisième visite aux États-Unis depuis mon assermentation comme premier ministre du Québec, le 29 avril dernier. Ce n'est pas par hasard. Mon gouvernement fait de la qualité des relations avec les États-Unis une priorité de tous les jours. Dans ce continent globalisé, le Québec est étroitement lié aux États-Unis. Réciproquement, plusieurs États américains qui nous sont voisins, comme ceux de New York et de la Nouvelle-Angleterre, sont aussi étroitement liés au Québec.

Aujourd'hui, je suis notamment venu vous parler de l'évolution de cette relation d'affaires entre le Québec et les États-Unis qui tend vers une plus grande coopération transfrontalière.

Je suis aussi venu vous parler de nos intérêts communs en matière d'énergie et de développement durable, et je suis venu vous parler de l'ambition de notre gouvernement de faire du Québec le meilleur endroit en Amérique du Nord où vivre et investir.

Depuis la signature des accords de libre-échange, l'intensification du trafic commercial dans l'axe nord-sud a beaucoup bénéficié à nos économies respectives. Le produit intérieur brut du Québec dépend aujourd'hui à 60 % de nos exportations. Or, presque 85 % de nos exportations internationales de biens trouvent preneurs aux États-Unis pour un montant qui atteignait 36,5 milliards \$ US en 2002. En fait, le Québec vend aujourd'hui deux fois plus aux Américains qu'aux autres Canadiens.

Mais ce n'est pas à sens unique. Loin de là. Le Québec, qui compte un peu plus de sept millions d'habitants, est un marché précieux pour les produits américains. Nous sommes devenus votre quatrième marché d'exportation, devant le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Corée du Sud et la Chine.

Cette évolution du commerce entre le Québec et les États-Unis se révèle aussi dans la croissance importante du commerce intra-firme à très grande échelle que pratiquent, par

exemple, les diverses unités de Bombardier, IBM, General Electric ou Pratt & Whitney présentes à la fois au Québec et aux États-Unis.

Vous comprendrez que les Québécois, qui étaient, de tous les Canadiens, les plus ardents promoteurs du libre-échange, demeurent aujourd'hui favorables à la libéralisation des échanges commerciaux. C'est ainsi que notre gouvernement souscrit au projet de la Zone de libre-échange des Amériques. De notre point de vue, les négociations en cours représentent non seulement des occasions d'affaires, mais aussi des occasions de partager, avec un plus grand nombre de peuples, nos valeurs démocratiques.

Toutefois, pour les Québécois, pour notre gouvernement, cette question de la libéralisation commerciale touche à d'autres dimensions que le commerce. Les Québécois forment une société unique. Nous sommes fiers de notre langue et de notre culture, que nous avons su faire fleurir sur ce continent en contradiction directe avec la loi du nombre et du temps. De ce fait – je dirais, de cet exploit – découle une responsabilité, à la fois morale et historique, qui nous amène à travailler activement à la protection de la diversité culturelle.

Nous souhaitons ainsi que la culture soit exclue des accords de libéralisation commerciale. Notre gouvernement, en accord avec plusieurs autres gouvernements de tous les continents et incarnant de multiples cultures, soutient l'adoption, sous l'égide de l'UNESCO, d'un traité visant à préserver la diversité culturelle des peuples. La décision d'aller dans cette voie sera prise dans quelques semaines à l'UNESCO. Les États-Unis ont tout récemment renoué avec cet organisme.

C'est une bonne nouvelle. J'exprime devant vous le souhait que l'administration américaine soit sensible à cette question de la diversité culturelle. Nous sommes également d'avis que les accords internationaux devraient intégrer les notions de sauvegarde de l'environnement, de respect des droits démocratiques et de la protection des droits de la personne.

Nous sommes libre-échangistes. La globalisation est une réalité, mais, pour qu'elle soit synonyme de progrès, elle doit intégrer ces valeurs universelles. C'est une conviction profonde de notre gouvernement.

Depuis mon élection, je me réjouis de l'évolution d'un aspect tout particulier des relations entre le Québec et les États-Unis : celui des relations bilatérales entre le Québec et les États américains de New York, de la Nouvelle-Angleterre et du Midwest. Il y a quelques semaines, je participais à ma première Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada. Cette conférence, de mon point de vue, a donné lieu à un précédent important qui annonce une nouvelle ère de coopération.

Les onze gouverneurs et premiers ministres participants – des Américains et des Canadiens qui travaillaient ensemble – ont alors adopté une déclaration ferme en faveur du Clean Air ACT et du respect, par le gouvernement fédéral américain, des normes environnementales.

Nous avons exprimé notre désaccord commun devant toute initiative susceptible de contrevenir à ce traité historique, signé en 1990, par le gouvernement canadien de Brian Mulroney et le gouvernement américain de George Bush père. Cette sortie inédite était évidemment justifiée par le fait que l'affaiblissement des normes entraînerait un

accroissement de la pollution chez les États et provinces qui bordent les Grands lacs et le fleuve Saint-Laurent. Le problème soulevé est sérieux. Je souhaite ardemment qu'on y trouve une solution qui aille dans le sens du développement durable et responsable.

Mais, dans la manière, cette prise de position publique a constitué une avancée importante en matière de coopération transfrontalière. Pour moi, c'est l'émergence de ce que certains appellent la mondialisation des régions. Voici des États fédérés, comme le Québec ou les États de la Nouvelle-Angleterre, qui s'engagent d'une seule voix, de part et d'autre de la frontière, dans une défense commune des intérêts de leurs citoyens.

Cette habileté nouvelle à défendre des causes communes reflète la maturité de nos sociétés voisines et la force de l'amitié qui les unit. Nous savons tous que les véritables amitiés ne sont pas celles qui taisent les différends, mais au contraire celles qui permettent qu'on les exprime. C'est d'ailleurs dans cet esprit de franchise que j'ai abordé la question du contentieux sur le bois d'œuvre, lors des entretiens que j'ai eus avec le secrétaire d'État, M. Colin Powell. J'ai exprimé le souci du Québec devant l'étirement de ce litige et notre désir de trouver une solution à long terme qui préserve les emplois de part et d'autre de la frontière.

Nous partageons l'objectif commun de régler une fois pour toutes ce vieux différend. Mon gouvernement est donc profondément engagé dans l'épanouissement des relations du Québec avec les États-Unis et dans l'établissement de relations bilatérales durables, franches et fructueuses avec les différents États de cette grande fédération. Cela implique évidemment une collaboration pleine et entière de notre gouvernement en matière de sécurité. Pour nous, la sécurité n'est pas un obstacle au commerce, elle est un préalable au commerce.

Au quotidien, le ministre de la Sécurité publique et ses collaborateurs sont en contact étroit avec le New York Office of Public Security et les Northeast Regional Homeland Security Directors. Le Québec collabore très activement à la mise sur pied de la frontière intelligente. Mais la question de la sécurité dépasse la seule gestion du 45<sup>e</sup> parallèle. Elle rejoint les ports et les aéroports régionaux. Nous en sommes conscients. Ai-je besoin de vous convaincre, par ailleurs, considérant les récents événements, que la prospérité et la sécurité comportent une dimension énergétique?

Le potentiel hydroélectrique québécois est immense. C'est un potentiel que nous souhaitons exploiter. Et nous le ferons en respectant deux conditions principales :

La pleine participation des communautés autochtones du nord du Québec;

Et le respect du processus d'évaluation environnementale.

Actuellement, les projets de construction de nouvelles centrales pour l'horizon 2003-2011 s'élèvent déjà à plus de 7 milliards \$ US. Pour ce même horizon 2011, le Québec entend également développer d'autres sources d'énergies renouvelables et non polluantes en misant notamment sur la production éolienne. Ces projets nous permettront de majorer notre capacité de production d'électricité au cours des huit prochaines années.

Le Québec a des ressources exceptionnelles, mais le Québec a aussi une expertise exceptionnelle. Avec les tempêtes solaires de 1989 et la crise du verglas en 1998, le Québec a grandement approfondi son savoir-faire en matière de sécurité des réseaux de distribution et de transport d'énergie.

Il est clair pour nous que le Québec est appelé à jouer un rôle stratégique à l'échelle continentale en matière de développement et d'approvisionnement énergétique. C'est un rôle qui nous échoit dans une perspective de prospérité partagée, de sécurité énergétique et de développement durable.

Les secteurs de l'énergie et des ressources naturelles demeurent ainsi des piliers du Québec. Mais cette seule vision tronquerait la réalité. Car en 40 ans, notre économie s'est transformée. Elle est aujourd'hui parmi les plus modernes et repose à 70 % sur le secteur des services.

Montréal, par exemple, abrite 60 % de toutes les firmes d'ingénieurs au Canada. Notre métropole se classe au quatrième rang en Amérique du Nord pour le nombre d'emplois créés par habitant dans les secteurs de la haute technologie, devant des villes comme Dallas ou Toronto. Notre capitale, Québec, est à l'avant-garde mondiale dans les domaines de l'optique et de la photonique.

C'est au Québec que se concentre 40 % de toute l'industrie canadienne des télécommunications. Le Québec est aussi chef de file dans des domaines aussi stratégiques que l'aérospatiale, la pharmaceutique ou les biotechnologies. D'ailleurs, c'est avec une grande joie que j'ai accueilli à Montréal, au début de la semaine, le gouverneur nouvellement élu du Minnesota, M. Tim Pawlenty. Il est venu au Québec, accompagné de gens d'affaires et de spécialistes en santé, afin de discuter de partenariats avec des entreprises ou des instituts de recherche québécois dans le domaine des biotechnologies – plus précisément de la génomique.

C'est le Québec d'aujourd'hui : fermement ancré dans son époque, engagé dans les domaines de la recherche parmi les plus porteurs et ouvert aux partenariats. Les Québécois forment par ailleurs une main-d'œuvre réputée pour sa compétence et ses qualifications. Ils sont largement bilingues et souvent polyglottes.

Notre système public d'éducation est de haut niveau. Il comporte de grandes écoles de renommée internationale, comme l'Université McGill ou les Hautes études commerciales de Montréal, l'une des meilleures écoles de gestion du monde.

Le Québec, c'est aussi un haut lieu de création et de culture. Nos artistes rayonnent à travers le monde. Le Québec, qui a vu naître Céline Dion et le Cirque du Soleil, est actuellement le plus gros vendeur de billets de spectacles à Las Vegas. Je pourrais aussi vous parler de Cannes où notre cinéma a connu des heures de gloire lors du dernier festival de films.

Cette vitalité culturelle fait du Québec un lieu où il fait bon vivre. Et le Québec est également un lieu où il fait bon investir. Comme premier ministre du Québec, je crois que l'heure est venue de reconsidérer la taille de notre État, de nous donner un État plus efficace, recentré sur ses missions essentielles et mieux adapté aux réalités de ce siècle nouveau.

Dans mon esprit, le Québec, sur le plan économique, est évidemment nord-américain. Nous faisons donc en sorte que l'environnement économique québécois, de la structure de l'investissement à la façon de transiger avec le gouvernement, soit totalement ouvert sur le marché nord-américain.

Dès notre premier budget nous avons créé un contexte plus propice à l'investissement, au rendement et à la croissance des entreprises. Nous avons, par exemple, annoncé une réduction de la taxe sur le capital des sociétés. À compter du 1er janvier prochain, 70 % des entreprises du Québec seront exemptées de cette taxe.

Nous avons aussi redistribué nos incitatifs fiscaux afin qu'ils soient plus efficaces. Nous entamerons, par ailleurs, dès le dépôt au printemps de notre prochain budget, un programme de réduction de l'impôt des particuliers. Ces mesures contribueront à une élévation du niveau de vie des Québécois et stimuleront l'investissement privé.

Le Québec accueille d'importants fonds d'investissement privés et plusieurs investisseurs institutionnels. Ils ont tous leur domaine d'activité. Ils ont tous leur filon. La moitié de l'industrie canadienne du capital de risque est au Québec. Il y a chez nous un foisonnement d'investisseurs. Ils sont désireux de s'associer à des sociétés de capital de risque nord-américaines. Nous avons besoin de grands investisseurs privés, dont le risque est diversifié, afin de boucler des financements de deuxième et troisième rondes.

Le gouvernement que je dirige veut dire clairement aux investisseurs à la recherche d'un rendement attrayant que les règles du jeu qui prévalent au Québec sont tout à fait les mêmes que celles qui prévalent partout ailleurs en Amérique du Nord. Nous ne parlons peut-être pas toujours la même langue; mais, lorsque nous parlons affaires, nous parlons le même langage.

Nous voulons améliorer le rythme de croissance de l'économie québécoise afin que l'État québécois ait davantage de ressources à consacrer à ses missions essentielles. Pour nous, les deux missions les plus fondamentales de l'État sont la santé et l'éducation.

Nous sommes profondément convaincus que notre système public de santé et notre système public d'éducation constituent des avantages économiques concurrentiels importants pour le Québec.

En investissant dans la santé et l'éducation, l'État québécois se trouve aussi à intervenir en faveur de la croissance de son économie puisqu'il rend disponible pour les entreprises une main-d'œuvre plus compétente et en meilleure santé. C'est pourquoi notre premier budget a été marqué par un accroissement du budget consacré à la santé et à l'éducation.

Nous établissons ces nouvelles priorités pour le Québec tout en affirmant notre détermination à maintenir l'équilibre budgétaire. L'accroissement de l'investissement public en santé et en éducation, la création d'un contexte plus propice à l'investissement et la réduction de l'impôt des particuliers signifient des changements importants dans le fonctionnement du gouvernement du Québec. C'est un autre volet important de notre mission : la modernisation de l'État québécois.

Au printemps, j'ai annoncé l'enclenchement de grands travaux qui feront de l'État québécois une organisation plus efficace. Nous allons notamment décentraliser l'administration de l'État en transférant des responsabilités aux régions. Nous allons ouvrir l'État québécois à la sous-traitance, encourager les partenariats public-privé et nous allons créer un gouvernement en ligne afin de livrer le plus grand nombre possible de services par Internet.

Nous sommes donc engagés dans des changements importants sur le plan du fonctionnement du Québec. Ces changements souhaités par les Québécois nous permettront de capitaliser sur nos forces, de cultiver nos alliances avec nos voisins américains et d'affirmer les valeurs de notre société.

En élisant notre gouvernement, les Québécois ont par ailleurs renouvelé leur attachement au Canada. Le gouvernement que je dirige est fédéraliste. Nous croyons qu'il est dans l'intérêt du Québec, et de l'affirmation de notre identité, de demeurer partie prenante à la fédération canadienne.

Toutefois, les exigences élevées de performance que nous plaçons en nous-mêmes, en tant que gouvernement, nous les plaçons aussi dans le reste du Canada. C'est d'ailleurs avec une très grande joie que j'ai vu les premiers ministres des provinces et des territoires accepter la proposition du Québec de créer un conseil de la fédération. Ce conseil, qui verra le jour bientôt, sera un lieu d'échange et de coopération permanent entre nos différents gouvernements.

Le soir de notre élection, le 14 avril, j'avais dit que ce n'était pas seulement le Québec qui commençait à changer, mais aussi le Canada. Je le redis devant vous.

Mesdames, Messieurs, mon gouvernement a reçu le mandat d'engager le Québec sur une nouvelle voie de prospérité. C'est ce que nous faisons. Nous créons un environnement économique pleinement ouvert aux affaires.

Le Québec est ouvert sur l'Amérique du Nord. Le Québec est ouvert sur le monde.

Je vous remercie.